

Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soir\_corruption@hotmail.com

## L'IMPLICATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS L'APPLICATION DE LA CONVENTION DES NATIONS UNIES CONTRE LA CORRUPTION

# Mesurer les rapports évaluation des Etats-parties et établir des rapports parallèles par les ONG

**Le colloque organisé par l'Office des Nations unies contre le crime et la drogue (UNODC), à Johannesburg, en Afrique du Sud, du 20 au 23 mars, en partenariat avec l'ONG Transparency International et la Coalition mondiale des «Amis de la Convention des Nations unies contre la corruption (CNUCC)» a réuni plus de 60 représentants d'associations d'Afrique essentiellement : au menu l'implication de la société civile dans l'évaluation de l'application de la Convention des Nations unies contre la corruption, au regard des dispositions de cette Convention et des décisions (arrachées difficilement) de la Conférence des Etats-Parties de la CNUCC.**

Cette session de 4 jours (la 2<sup>e</sup> du genre après celle qui s'est tenue à Vienne en février 2011), financée par l'Agence de développement d'Autriche, avait pour objectif premier — au-delà des échanges d'informations et d'expériences — de donner des outils aux associations présentes afin de les familiariser avec les notions d'évaluation de l'application de la Convention des Nations unies contre la corruption, notamment à travers les mécanismes de mise en œuvre de cet instrument par les gouvernements l'ayant ratifiée (c'est le cas pour 159 pays à ce jour, dont l'Algérie), mise en œuvre qui doit faire l'objet d'une auto-évaluation par chaque Etat-Partie selon un calendrier déjà arrêté (2013 pour l'Algérie). Cette auto-évaluation fera l'objet d'un «examen» par des experts extérieurs au pays examiné.

**L'Algérie, la Russie, la Chine, l'Iran et l'Égypte s'étaient fermement opposés à la démarche**

Ce processus avait fait l'objet d'âpres négociations et de tentatives de blocages lors de la 3<sup>e</sup> Conférence des Etats-Parties de la CNUCC qui s'était tenue à Doha, au Qatar, en 2009, car nombre de pays — dont les meneurs étaient l'Algérie, la Russie, la Chine, l'Iran et l'Égypte, essentiellement — s'étaient fermement opposés à la démarche, réduisant ces mécanismes à leur plus simple expression.

Ces gouvernements réfractaires, tristement célèbres pour leur absence de volonté politique à lutter contre la corruption et pour leurs pratiques répressives à l'égard de la société civile autonome et indépendante, avait prétexté les risques d'atteinte à la souveraineté nationale et d'ingérence dans les

affaires intérieures pour s'opposer à un processus d'évaluation plus ouvert, plus transparent et plus contraignant.

D'ailleurs, ces mêmes gouvernements sont tout aussi opposés à des consultations avec la société civile dans le cadre de l'élaboration du rapport d'auto-évaluation, ou choisissant leur «propre» société civile dite maison, celle qui leur est complaisante et qui leur est inféodée. Quant aux associations qui sont libres de toute tutelle du pouvoir, elles ont la possibilité d'élaborer un rapport dit «parallèle» à celui du gouvernement : ce qu'avait fait l'Association algérienne de lutte contre la corruption lors de la 2<sup>e</sup> Conférence des Etats-Parties de la CNUCC en 2008 à Bali, en Indonésie. Plus récemment, lors de la 4<sup>e</sup> Conférence des Etats-Parties d'octobre 2009 à Marrakech au Maroc, des ONG de plusieurs pays, encouragées

par Transparency International et la Coalition mondiale des «Amis de la Convention des Nations unies contre la corruption (CNUCC)», avaient rendu public leur rapport parallèle, rapport qui montre l'implication, et l'esprit de responsabilité de la société civile dans l'évaluation de l'application de la Convention des Nations unies contre la corruption, qui permet à ces ONG d'établir leur propre expertise, de comparer ses résultats avec ceux de l'auto-évaluation du gouvernement. Ce processus du «rapport parallèle» qui a fait l'objet d'une importante session lors de la réunion de Johannesburg, surtout que ce rapport est rendu public, n'est pas apprécié, bien entendu, par les pays cités plus haut. Les participants ont pu disposer d'une abondante documentation tant de la part de l'UNODC que de la Coalition mondiale des «Amis de la

Convention des Nations unies contre la corruption (CNUCC)», avec des exposés et des démonstrations de qualité, le tout renforcé par une interactivité très riche lors des débats et des exercices de simulation pour l'établissement de rapports gouvernementaux et rapports parallèles de la société civile.

Il faut souligner la disponibilité à l'égard des participants, pendant les 4 jours de travaux, des représentants de l'UNODC de Vienne (tant du département de la société civile que de celui des Conventions internationales), de l'UNODC d'Afrique du Sud (représentation régionale), de Transparency International et de la Coalition de la CNUCC. Beaucoup de travail et de préparatifs dans la perspective de la 5<sup>e</sup> Conférence des Etats-Parties qui aura lieu en novembre 2013 au Panama. 2013, c'est demain...

Djilali Hadjadj

## L'OBSTACLE DES VISAS A EMPÊCHÉ LA PARTICIPATION D'UN REPRÉSENTANT DU SNAPAP !

# Le jeu trouble des autorités consulaires du pays de Mandela

Si l'ambassadeur d'Autriche au pays de Mandela était présent à la cérémonie d'ouverture (l'Autriche qui a financé la réunion est le siège de l'UNODC et de de l'Académie internationale de lutte contre la corruption), en délivrant un message d'encouragement et de bonne réussite aux travaux, le gouvernement d'Afrique du Sud a brillé par son absence. Plus grave encore, certaines représentations consulaires de ce pays n'ont pas facilité l'obtention du visa à nombre de participants à la réunion de Johannesburg : un fonctionnaire du PNUD (Nations unies) en a été privé, ainsi que 3 militants associatifs du Nigeria ; un syndicaliste du Snapap n'a pas pu faire le déplacement, ayant obtenu son

visa une heure avant le départ de son avion (un refus qui ne dit pas son nom) ; et moi-même j'ai eu toutes les difficultés du monde à l'avoir, ayant donné de la voix pour obtenir gain de cause. Y a-t-il une liste de militants africains interdits de circuler et de participer à ce genre de réunions ? Y a-t-il un accord secret et de réciprocité entre certains gouvernements africains pour le refus déguisé de visas aux militants associatifs qui dérangent ? L'attitude négative de ces représentations consulaires d'Afrique du Sud a beaucoup surpris, d'autant plus que les organisateurs de l'UNODC avaient démarché tous les consulats des pays concernés. «Mandela, réveille-toi, ils sont devenus fous... !»

D. H.

## NOUVEAU BALLOTAGE POUR LE PRÉSIDENT JACOB ZUMA

# L'opposition a finalement obtenu des juges de pouvoir consulter son dossier au sujet des accusations de corruption, au moment où il devenait président

L'opposition sud-africaine a obtenu, mardi 20 mars 2012, le droit de consulter le dossier ayant conduit à abandonner les poursuites pour corruption contre Jacob Zuma, avant son élection en 2009 et de pouvoir faire rouvrir cette affaire embarrassante pour le président sud-africain actuel. Dans un jugement rendu à Bloemfontein, la Cour suprême d'appel a estimé recevable la demande du principal parti d'opposition, l'Alliance démocratique (DA).

Elle a considéré que le classement sans suite des poursuites contre M. Zuma, décidé le 6 avril 2009, pouvait parfaitement être contesté en justice au regard de la Constitution. La Cour a ainsi demandé au Parquet général de transmettre son dossier d'ici quatorze jours. Bien que les juges n'aient donné qu'une autorisation de la livraison d'une version réduite excluant les documents frappés du sceau de la confidentialité du dossier, cette décision a été qualifiée de victoire démocratique par l'opposition. Pour des observa-

teurs de la scène politique de ce pays, l'action de l'opposition a plus un caractère de pression.

Sur le fond, elle ne remet pas en cause la décision prise en 2009 contre Monsieur Zuma, que les partisans n'hésitent pas à défendre, qualifiant de bataille mineure les prétentions de l'opposition.

Pour le président Zuma, les enquêtes pour corruption sont devenues presque une routine. Lui s'est toujours déclaré être la victime d'un complot, tandis que l'opposition a toujours trouvé louche que les poursuites aient été abandonnées juste avant son élection. Il était soupçonné d'avoir sollicité, alors qu'il était vice-président du pays (1999-2005), des pots-de-vin auprès du groupe d'armement français Thales en échange d'une intervention pour éviter à l'industriel des ennuis judiciaires. Il avait été inculpé en décembre 2007 pour corruption, fraude et racket dans le cadre de l'enquête fleuve sur les multiples soupçons de corruption liés au contrat d'armement

passé en 1999 par le gouvernement de l'ANC peu après la fin de l'apartheid.

Le parquet général avait finalement retiré les charges contre le président Zuma trois semaines avant le scrutin présidentiel du 22 avril 2009, après avoir reçu la preuve qu'un des principaux enquêteurs avait manipulé la procédure à des fins politiques.

L'Alliance démocratique avait protesté et promis d'utiliser tous les recours possibles pour éviter que le dossier ne soit complètement enterré. Elle espère aujourd'hui que la lecture du dossier permettra de savoir si son classement s'est décidé sur des bases rationnelles et légales ou sur la base de considérations politiques. Elle compte ensuite déposer un recours. Pourtant, comme les actions précédentes, cet autre recours a peu de chances d'aboutir. Des experts de la politique sud-africaine affirment que le président Zuma bénéficie d'une base solide qui le met à l'abri de désagréments de cette sorte.